

Anne Emery-Torracinta dénonce le silence coupable de la Suisse face au génocide rwandais

Pietro Bugnon

rts.ch, 26 mai 2026

La Suisse a longtemps *”fermé les yeux”* sur les violences visant les Tutsi au Rwanda, estime l'ancienne conseillère d'Etat genevoise Anne Emery-Torracinta dans un récent ouvrage. Dans *La Matinale*, l'historienne appelle à *”tirer les leçons du passé”* pour éviter qu'un silence similaire ne rende possibles d'autres crimes contre l'humanité.



Anne Emery-Torracinta. - [Keystone - Salvatore Di Nolfi]

”Un génocide n'arrive jamais par hasard. Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein”, souligne Anne Emery-Torracinta. Se-

lon l'ancienne conseillère d'Etat genevoise, les persécutions contre les Tutsi étaient connues de longue date : massacres dans les années 1960, ségrégation, discriminations administratives et violences répétées.

Invitée mardi dans *La Matinale* de la RTS, l'historienne de formation a présenté son ouvrage *”Dans l'ombre du génocide des Tutsi”*, sobrement sous-titré: *’La Suisse et le Rwanda 1950-1994’*. Pavé de plus de 550 pages et fruit de près de trois ans de recherches, le livre retrace plus de trente ans de coopération suisse au Rwanda.

L'autrice y décrit une Suisse officielle persuadée de mener une simple aide technique, mais incapable de voir – ou de vouloir voir – la radicalisation progressive du régime hutu au pouvoir.

”Chaque fois, la Suisse a fermé les yeux”

Dès 1963, la Suisse est présente au Rwanda à travers sa coopération au développement. Elle va même financer un conseiller person-

nel auprès du président rwandais. Pour Anne Emery-Torracinta, cette proximité aurait dû conduire Berne à réagir plus tôt.

”Chaque fois qu’il y a eu des étapes qui ont mené au génocide, la Suisse a fermé les yeux”, estime l’ancienne magistrate. Elle pointe notamment du doigt le maintien de la coopération malgré les premiers massacres de Tutsi en décembre 1963.

Selon elle, la Suisse aurait pu conditionner son aide, dénoncer publiquement les violences ou réorienter sa coopération. *”On pouvait mettre des règles, accompagner vers une gouvernance différente”*, estime-t-elle.

Un aveuglement politique et idéologique

Dans son ouvrage, Anne Emery-Torracinta décrit aussi l’influence exercée par certains acteurs proches du pouvoir rwandais. Elle évoque notamment le rôle de l’archevêque valaisan André Perraudin, très écouté par la coopération suisse et proche du régime hutu.

Elle critique également la place occupée par Charles Jeanneret, conseiller suisse auprès du président rwandais, rémunéré par Berne. Sans l’accuser d’avoir participé à des violations des droits humains, elle estime qu’il a contribué à l’aveuglement des autorités helvétiques.

”Il rédigeait les discours du président

et jouait parfois un rôle diplomatique qui n’avait rien à voir avec un simple poste de conseiller”, souligne-t-elle. Des responsables de la coopération auraient d’ailleurs demandé son retrait avant le génocide.

L’historienne voit dans cette attitude les effets conjugués de plusieurs facteurs : le contexte de Guerre froide, une Suisse officielle anticommuniste rassurée par un régime se réclamant de la démocratie chrétienne, mais aussi une vision encore très coloniale de l’Afrique. *”On parlait de tribus qui s’entretenant. La violence était banalisée”*, relève-t-elle.

Tirer les leçons du passé

Trente ans après le génocide des Tutsi, l’auteure confie avoir le sentiment que la Suisse n’a pas réellement tiré les leçons du passé. *”J’ai l’impression qu’on n’a pas beaucoup appris. On a tendance trop vite à mettre la poussière sous le tapis.”*

Interrogée également sur l’actualité internationale, elle établit un lien avec la situation à Gaza. *”La Suisse n’est pas assez active par rapport à ce qui se passe à Gaza, mais elle n’est pas la seule”*, déclare-t-elle, estimant que de nombreux Etats restent en retrait face aux crises contemporaines.

Propos recueillis par Pietro Bugnon/hkr